



A Bordeaux le 25 novembre 2024

## ***Austérité de plein fouet pour nos services publics ?***

Alors que le budget fait l'objet de nombreuses discussions et de débats au sein de l'Assemblée Nationale, l'heure est à l'inquiétude pour l'état de nos services publics et les fonctionnaires face aux économies recherchées et mesures envisagées dans un contexte de pauvreté grandissante en France. Les services publics déjà à bout de souffle semblent décidément bien être dans le viseur du gouvernement ! Ils sont pourtant les fondations d'une société égalitaire dans l'accès aux droits fondamentaux des citoyens.

**Les organisations syndicales nationales appellent à une mobilisation générale sur tout le territoire le 5 décembre prochain pour la défense de la Fonction Publique.** La CGT Insertion probation s'associe à cet appel et invite adhérent et non adhérent en SPIP à rejoindre la manifestation.

L'organisation syndicale s'inquiète des répercussions de certaines mesures en pourparlers sur les personnels et leur santé (augmentation du nombre de jour de carence, diminution de l'indemnisation des jours arrêt maladie) et plus généralement d'une baisse du budget alloué à la Justice en 2025 et des conséquences directes que cela pourrait entraîner sur nos usagers.

**Cette inquiétude nationale est doublée d'une inquiétude locale au sein du SPIP de la Gironde.**

Les agents ont ainsi appris par mail au mois de novembre la fin du placement extérieur avec le groupe SOS, laissant 15 personnes placées sous-main de justice dans une incertitude la plus totale quant à leur condition d'hébergement et d'accompagnement dès le 31 décembre 2024. Le groupe SOS met en avant une santé financière déficitaire qui justifierait la fin de la convention qui la lie avec le SPIP. Les restrictions budgétaires à venir nous font craindre de la fin de certains autres dispositifs d'insertion indispensables à nos publics.

Le mois de novembre n'est guère un mois de bonnes nouvelles pour les agents du SPIP 33 qui ont également pris connaissance par la lecture d'un second mail de la suspension des frais de déplacement, de changement de résidence et des frais de santé pris en charge par l'Administration. Mais ne nous inquiétons pas « **cela est l'affaire de quelques jours** » sans autre explication de ce dysfonctionnement budgétaire important. Les agents du SPIP 33 pourront-ils espérer un remboursement des frais avancés de leur déplacement en permanence délocalisée ou en formation en cette fin d'année 2024 ? « Dans quelques jours » peut-être.

Le déménagement du MOB dans les nouveaux locaux de la Cité Administrative offrirait à l'Etat une économie de 400000 euros de loyers par an. La CGT SPIP 33 s'inquiète que cette économie conséquente se double d'une austérité budgétaire accrue dans le service. Cet argent pourrait être mis à profit pour pérenniser le financement des analyses de pratique, renforcer le parc automobile du SPIP 33, financer des places de parking aux agents ou encore participer aux financements de certaines actions d'insertion pour nos publics. L'argent, cela se trouve et il peut être utilisé à bon escient dans le contexte budgétaire actuel.

La CGT SPIP 33 s'interroge sérieusement pour l'avenir à l'aube des restrictions budgétaires nationales et locales : l'année 2025 permettra-t-elle aux équipes de travailler sereinement ? Les agents pourront-ils bénéficier de formations de qualité dans toute la France ? Le réseau partenarial et les budgets alloués dans ce sens seront-ils à la hauteur des besoins formulés par nos usagers ?

**L'inquiétude demeure et le flou domine.**

**Appel à la manifestation pour la défense de la Fonction Publique le 5 décembre 2024.**

La CGT SPIP 33